

Infos pratiques

Un **préavis de grève** a été déposé par le SUPAP FSU pour toute l'année 2026, Retrouvez le sur www.supap-fsu.com



Elections pros :
du 3 au 10 décembre 2026
je vote SUPAP FSU

Pourquoi se syndiquer au SUPAP FSU ?

- Pour devenir acteur de ton travail
- Pour développer son esprit critique
- Pour être informé des droits, de l'actualité sociale et petite enfance
- Pour participer à des formations syndicales...

Ci dessous le QR Code bulletin d'adhésion :



Restauration publique : oui mais pas sans moyens !



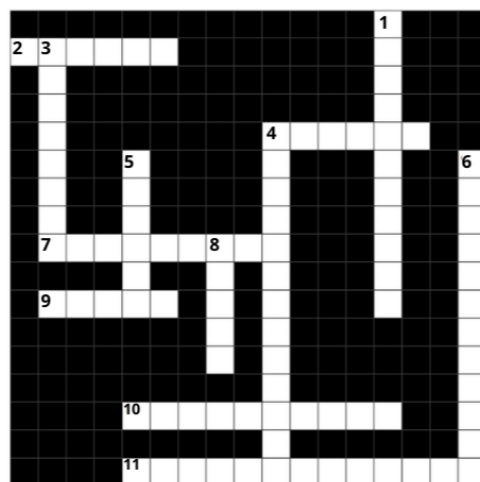
À partir du 1^{er} janvier 2026, la DFPE mettra fin à la prestation privée de liaison froide.

La réalisation des repas de 17 haltes garderies se fera par les ATEPE de 5 crèches (Pierre Bourdan 12^{ème}, Max Jacob 13^{ème}, Vellefaux 10^{ème}, Marthe Condat 12^{ème} et Du Clos 20^{ème}), les autres haltes auront la livraison de repas industriels, des « blédibio ». Les ATEPE en cuisine des 5 crèches auront une prime

de 150€ net par mois. Le SUPAP-FSU soutient le principe d'une restauration publique, mais alerte sur un manque de personnel, de formation et de matériel adapté. Des problèmes d'organisation non anticipés risquent de fragiliser la mise en œuvre. Le syndicat demande des moyens, du temps de concertation et des garanties pour la sécurité alimentaire et les conditions de travail.

Au fil des mots...

1. Spécialiste du comportement
- 2- Moment structurant de la journée de l'enfant
3. Trouble du sommeil
- 4 vertical- capacité à saisir le sens de ce que l'on entend ou observe
- 5- Locomotion
- 6- Soins et pratiques dédiés au jeune enfant
- 7- Professionnel accompagnant le développement de l'enfant
- 8- Développement progressif des capacités de l'enfant
- 4 horizontal- lieu d'accueil collectif du jeune enfant
- 9- Objet stimulant les sens
- 10- moyen d'expression avant le langage
- 11- acquisition progressive de connaissance



N'hésite pas à nous contacter si besoin !

SECTION

**Petite
Enfance**

Portable : 06.29.12.02.48

50 avenue Daumesnil 75012

@ supapfsu.pe@gmail.com

site internet : supap-fsu.com

Instagram: [supapfsupetiteenfance](https://www.instagram.com/supapfsupetiteenfance)



Gazette trimestrielle
Janvier à Mars 2026
N° 1



**Syndicat Unitaire des Personnels
des Administrations Parisiennes**

**SECTION
Petite
Enfance**

06 29 12 02 48
50, Avenue Daumesnil 75012 PARIS
@supapfsupetiteenfance
supapfsu.pe@gmail.com
Blog : www.supap-fsu.org



La gazette de la petite enfance

Sommaire :

- Un nouveau diplôme qui met en danger la qualité d'accueil des jeunes enfants **P 1**
- Mobilité 2026 : encore une réforme au détriment des agentes **P 1**
- CIA et IFSE, taux en baisse, inégalité en hausse ! **P 1**
- Lutter contre la précarité menstruelle au travail : une nécessité **P 2**
- Bruit en établissement petite enfance : un risque réel pour la santé **P 2**
- Médecine du travail : un décret qui affaiblit la prévention **P 3**
- Un logement pour toutes et tous, c'est maintenant ! **P 3**
- Restauration publique : oui mais pas sans moyens ! **P 4**

Un nouveau diplôme qui met en danger la qualité d'accueil des jeunes enfants



Le collectif Pas de bébés à la consigne alerte sur la création d'un nouveau titre professionnel d'Intervenant Educatif Petite Enfance, présenté comme une réponse à la pénurie de personnel. Cette réforme abaisse les exigences de qualification et risque de fragiliser encore la qualité d'accueil des jeunes enfants. Elle ne traite pas les causes profondes de la crise :

salaires insuffisants, conditions de travail dégradées et manque de reconnaissance des pénibilités. Le collectif rappelle que l'accueil des tout-petits exige une formation exigeante et de haut niveau. Les bébés ne doivent pas devenir une variable d'ajustement des politiques publiques.

Mobilité 2026 : encore une réforme au détriment des agentes

La campagne de mobilité pour changer d'établissement à la rentrée de septembre 2026 se déroule du 15 janvier au 15 avril 2026. Vous pouvez consulter les postes vacants sur IntraParis et prendre contact directement avec les responsables des EAPE souhaités. Les entretiens se font sur le temps de travail, sans obligation de CV ni de lettre de motivation. En cas d'accord, une fiche navette officialise la mobilité et la prise

de poste a lieu le jour de la JP de rentrée. Les postes restés vacants, après le 15 avril, seront ensuite pourvus par concours, réintégrations ou recrutements externes.

Qu'en pense le SUPAP FSU ? : Afin de diminuer les risques psychosociaux des agent.es le SUPAP FSU demande le **rétablissement immédiat du dispositif "Au fil de l'eau"**.

CIA et IFSE, taux en baisse, inégalité en hausse !



Le SUPAP-FSU alerte sur la baisse du CIA (Complément Indemnitaire Annuel) et la faible revalorisation de l'IFSE (Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise), qui accentuent les inégalités entre agent.es. Ces primes dites « au mérite » restent insuffisantes et génèrent des traitements discriminatoires, dans un contexte de forte pénurie de personnel à

la Ville de Paris. En 2025, la majorité des agent.es subira une baisse du CIA et une hausse d'IFSE bien inférieure aux années précédentes. Le syndicat dénonce un système opaque et inéquitable. Il revendique une **augmentation et une harmonisation des primes** pour garantir plus de justice salariale.

Infos pratiques

Consultation d'ostéopathe

76 Bvd de Sébastopol
75003 PARIS
01 42 72 19 89
10€/séance avec la carte
Ville de Paris
Si besoin d'un suivi les
séances suivantes sont
gratuites

Campagne de monétisation ou de conversion

de 2 jours de CET2
Du **12 janvier au 28 février** 2026
La monétisation se fera
sur la paie d'avril 2026

Congés d'été

Date limite de la **pose**
des congés d'été :
1^{er} mars
Validation des congés
d'été: 15 mars

Campagne de mobilité

Ouverture de la
campagne : **15 janvier**
2026
Fermeture : **15 avril** 2026
Prise de fonction : JP de
rentrée, **31 août** 2026

Période Relais

Début du relais : **27 juillet**
2026
Fin du relais : **14 août**
2026

Lutter contre la précarité menstruelle au travail : une nécessité

La Ville de Paris lance une expérimentation visant à fournir gratuitement des protections périodiques aux agentes, dans le cadre d'un projet de santé publique porté par la DRH. Cette initiative s'inscrit dans le plan égalité et vise à améliorer les conditions de travail tout en luttant contre la précarité menstruelle. Elle concerne la DFPE, dont les agentes sont majoritairement des femmes, souvent jeunes, et peu mobiles durant leur temps de travail. Dix EAPE, un par CASPE,

participeront à la phase de lancement. Des protections hygiéniques seront mises à disposition dans les toilettes, en quantité limitée, uniquement pour dépanner.

Nous saluons cette expérimentation, que nous demandons depuis longtemps et nous espérons qu'elle sera pérennisée. Nous demandons que les serviettes soient mises à disposition en quantité suffisante afin de **répondre aux besoins des agents les plus précaires.**

Réunion d'information syndicale

A l'occasion de la journée de lutte pour les droits des femmes, une **réunion d'information syndicale** se tiendra vendredi **13 mars 2026** de 9h à 12h, à la

Bourse du travail, 85 rue Charlot.
Cette AG portera sur la rémunération des agentes à la ville de Paris.

Bruit en établissement petite enfance : un risque réel pour la santé

Les niveaux sonores en crèche sont élevés et constituent un véritable risque pour la santé. L'exposition prolongée au bruit entraîne des pertes d'audition, des acouphènes, du stress, de la fatigue, de la nervosité, de l'agressivité...

Des mesures réalisées, par le SPRP (Service de Prévention des Risques Pro), dans six établissements révèlent une exposition moyenne de 82,5 décibels sur une journée de 8 heures. Ce niveau dépasse le seuil réglementaire fixé à 80 décibels, à partir duquel l'employeur doit fournir des protections auditives. Il est donc indispensable et obligatoire que des

bouchons d'oreilles soient distribués à toutes et tous dès à présent. Le SUPAP FSU demande qu'en plus des bouchons d'oreilles, des travaux d'isolation acoustique soient réalisés rapidement dans tous les EAPE. Nous demandons également la mise en place de sonomètre dans tous les espaces de vie, pour permettre aux agent.es de se rendre compte du bruit ambiant et d'adapter les activités et la répartition des enfants en fonction des mesures. Cela permettrait également d'avoir des données chiffrées pour **faire reconnaître en maladie professionnelle** les pertes d'auditions des professionnel.les de la petite enfance.

La DFPE en quelques chiffres:

- 273 Crèches municipales
- 40 Haltes garderie municipales
- 24 Jardins d'enfants
- 16 Crèches familiales

2024

Et c'est aussi...

- 936 EJE
- 3304 AP
- 485 AEPE
- 1208 ATEPE

Infos pratiques

Période prévisionnelle aux tests ou sélection

Formation d'AP :
décembre au 2 février 2026

Formation d'EJE :
février/mars

Formation d'infirmière :
février/mars

Formation puéricultrice :
février/mars

Formation cadre de santé
février/mars

Formation CAFERIUS :
février/mars

Prochaines réunions collectives de mobilité
7 rue Mornay 75004
Il reste des places le :
12/03/26
et le 20/03/26

Echanges des titres CESU
avant le 28 février 2026

Prochaines instances avec les élu.es :
• CST : 13 février 2026
• F3SCT : 17 février 2026

Médecine du travail : un décret qui affaiblit la prévention

Un nouveau décret 2025-1193 allonge à cinq ans la périodicité des visites médicales, fragilisant encore la médecine du travail. Cette mesure s'inscrit dans un contexte de pénurie de médecins du travail et de recours accru à des visites réalisées par du personnel infirmier. Les agent-es les plus exposé-es ne bénéficieraient plus d'un suivi médical régulier et adapté à leurs

conditions de travail. Plutôt que de renforcer la prévention, le décret entérine l'affaiblissement de la médecine du travail. À la Ville de Paris, des choix urgents sont nécessaires pour préserver un suivi médical de qualité des professionnel.les, notamment à la DFPE, qui est la **direction ayant le plus d'inaptitude au travail.**

Un logement pour toutes et tous, c'est maintenant !

Le logement est une urgence pour les agent-es de la Ville de Paris, dont plus de 10 000 sont en attente d'un logement social.

Malgré un droit fondamental reconnu, les attributions diminuent fortement, avec seulement 400 logements attribués en 2024.

La crise du logement touche durement les personnels, aggravée par la précarité, le gel des salaires et l'inflation. Le SUPAP-FSU et le Collectif Droit au Logement exigent des mesures fortes : plus de constructions, des loyers encadrés et

l'arrêt des expulsions. Une **assemblée générale** est organisée pour se mobiliser collectivement et faire entendre la voix des agent-es. Rendez-vous le **29 janvier à 14h**, 50 avenue Daumesnil (immeuble du fond).

Le collectif logement assure une **permanence**, au 50 avenue Daumesnil, tous **les jeudis de 10h à 13h et de 14h à 17h30**, pour vous informer et vous accompagner.
Mail : collectifdal.fsu.vdp@etik.com



La question du Trimestre

Je suis enceinte et aujourd'hui j'ai pris une demi journée de congé, ai-je droit de bénéficier de mon heure de grossesse entière?

Oui, tu as le droit de bénéficier de ton heure de grossesse complète car elle n'est pas proratisée.

